

Et si les ***** de terroristes étaient rationnels ? Une analyse économique du terrorisme

Après l'atrocité des attentats du 13 novembre, tenter d'analyser de manière "économique" le terrorisme peut sembler totalement déplacé... Il est vrai que les économistes ne sont pas de grands psychologues, et encore moins des experts militaires ! Mais un économiste, en tant que "chercheur", sait tout de même faire deux choses assez utiles (enfin normalement) : modéliser une situation et collecter des données pour tester différentes hypothèses.

Bien qu'ayant clairement de nombreuses limites, l'analyse économique du terrorisme permet donc d'apporter un regard différent sur le terrorisme. Au lieu de partir du postulat de base "les terroristes sont des monstres irrationnels", l'analyse du comportement des terroristes dans un cadre rationnel de maximisation de l'utilité, bien que pouvant s'avérer "choquante", permet de mettre en avant quelques pistes de réflexions sur les moyens de combattre le terrorisme.

Attention, l'idée n'est pas de dire que les terroristes ne sont pas des ***** ! Au contraire ! La question est simplement de savoir si ce sont des "***** rationnels" ou des "***** irrationnels", et, si l'on suppose ensuite qu'ils sont rationnels, d'étudier quelques pistes qui pourraient permettre de combattre le terrorisme. Et bizarrement, cela serait presque une bonne nouvelle que les terroristes soient rationnels : il est en effet plus facile de trouver une solution face à quelqu'un répondant à une certaine "logique" que face à quelqu'un de totalement déséquilibré !

La rationalité en économie n'est ni bonne ni mauvaise : l'hypothèse de rationalité suppose simplement que les actions d'un individu soient réfléchies et placées dans un cadre d'analyse "coûts-bénéfices". Par exemple, choisir d'aller cambrioler une maison peut être un choix tout à fait rationnel, à partir du moment où le voleur a essayé de mesurer les bénéfices monétaires (butins en \$\$\$) et non-monétaires (adrénaline, considération dans son groupe de voleurs), et qu'il a comparé cela aux coûts monétaires (risque d'amende), non-monétaires (sentiment de culpabilité), et au coût d'opportunité (ce qu'il aurait pu faire à la place de cambrioler une maison). Si le voleur estime que les bénéfices sont supérieurs aux coûts, aller cambrioler une maison est un choix totalement rationnel.

Dans le cas d'un cambriolage, ce cadre d'analyse rationnel du "crime" semble acceptable. Mais dans le cas du terrorisme, et plus particulièrement dans le cas des attentats-suicide, l'hypothèse de rationalité est tout de même difficile à accepter. La rationalité implique une maximisation de son bien-être personnel, et, en 250 morceaux sur un trottoir après s'être fait exploser, le bien-être personnel est tout de même assez limité... Dans un article publié en 2006 (source : "Terrorism: The relevance of the rational choice model", 2006), B. Caplan s'est justement intéressé à cette question de la rationalité du terrorisme, en séparant les terroristes en trois catégories : (1) les sympathisants, (2) les terroristes actifs "non-suicides" et (3) les terroristes actifs "suicides".

Selon B. Caplan, le terrorisme "hors-suicide" peut s'étudier dans un cadre classique, dans le sens où les terroristes répondent aux incitations, sont "égoïstes" (= agissent en fonction de leur intérêt personnel) et ont des anticipations presque rationnelles. Par contre, et sauf en introduisant des notions de bénéfices non-mesurables du type "mourir en martyr et se voir offrir 72 vierges au paradis", l'attentat suicide peut sembler incompréhensible dans un cadre économique classique.

Cependant, si au lieu de considérer le point de vue individuel de l'exécutant (irrationnel dans le cas de l'attentat-suicide), on s'intéresse alors à la rationalité du commanditaire de l'attentat ou des chefs de l'organisation terroriste, alors tout devient rapidement beaucoup plus cohérent. Comme souligné par R. Pape (source: "The Strategic Logic of Suicide Terrorism", 2003), l'attentat-suicide, pour un "leader commanditaire", est alors totalement "logique économiquement" d'un point de vue coûts-bénéfices : le coût d'un attentat-suicide est très faible, le risque de se faire balancer par l'exécutant disparaît (un mort ne parle pas) et les "bénéfices" en termes d'impact médiatique sont importants.

"Even if many suicide attackers are irrational or fanatical, the leadership groups that recruit and direct them are not", Robert A. Pape

Ce concept de rationalité des organisations terroristes est bien évidemment contestable, mais faisons l'hypothèse que cela soit le cas, et que, sans être forcément 100% rationnel, il soit possible d'analyser le terrorisme dans un cadre coûts-bénéfices classique. Dans cette situation, et en s'inspirant du cadre de travail de Gary Becker sur les déterminants du crime (source: "Crime and Punishment: An Economic Approach"), il est possible de modéliser la situation d'un groupe terroriste. Le graphique suivant est extrait de l'excellente revue de la littérature : "The Economics of Counterterrorism: a Survey" (Schneider, et al., Journal of Economic Surveys, 2015)

Un individu rationnel a comme objectif de parvenir à un but clairement identifié. Encore une fois, ce but peut-être totalement débile ou incompréhensible pour vous et moi, mais à partir du moment où notre terroriste réalise des actions pour atteindre son objectif, en maximisant ses bénéfices et en minimisant ses coûts, alors il a un comportement rationnel. A long-terme, l'objectif peut être de renverser un gouvernement, d'obtenir un territoire ou d'imposer sa religion / vision du monde. Cet objectif de long-terme est complété par des objectifs de court et moyen-terme au niveau du groupe (faire survivre son organisation, participer à son développement, déstabiliser les forces en place...) comme au niveau personnel (montée en grade dans l'organisation, reconnaissance de la part des membres du groupe, et \$\$\$).

Dans un cadre économique classique, pour combattre le terrorisme, il faut donc soit (1) augmenter les coûts directs du terrorisme (flèche "Material Costs" dans la graphique ci-dessus), soit (2) augmenter le coût d'opportunité (flèche "Opportunity Costs"), soit (3) diminuer les bénéfices (flèche "Terrorism Benefits").

Pour augmenter les coûts directs, une solution consiste tout simplement à renforcer les actions policières et militaires, pour augmenter les saisies d'armes et la probabilité pour un terroriste de se faire chopper avant de réaliser un attentat. Si l'on considère que les "exécutants" sont des fanatiques irrationnels, cette méthode a clairement ses limites : une personne irrationnelle ne répondant pas aux incitations, la hausse de la probabilité de se faire chopper pourrait ne pas avoir d'effet significatif. L'idée serait alors de s'attaquer plus directement aux "leaders" dont le niveau de rationalité est plus élevé (et ce sont d'ailleurs les leaders qui payent les coûts matériels, pas les exécutants...). L'objectif d'augmentation des coûts directs doit cependant se placer dans un cadre dynamique : une répression trop "forte" (non-respect du principe de présomption d'innocence ou remise en cause trop importante des libertés individuelles) pouvant entraîner des phénomènes de radicalisation de "second-tour" non-désiré. Rien de bien révolutionnaire sur ce point...

Augmenter les coûts via le coût d'opportunité offre par contre des perspectives déjà plus "innovantes". En effet, lorsqu'un terroriste choisit de devenir terroriste, il renonce à une autre occupation qui elle aussi aurait apporté un certain niveau de bien-être. Lorsqu'un individu n'a aucune

éducation et aucun diplôme, son coût d'opportunité est alors très faible. L'idée ici serait alors de s'attaquer aux "racines" du terrorisme, en diminuant le niveau de pauvreté et en augmentant le niveau d'éducation. Cependant, et sans dire que cela ne soit pas une raison pour s'attaquer à ce problème, selon Krueger et Malecková, le lien entre "terrorisme et pauvreté" était loin d'être évident. Dans l'article, "Education, Poverty and Terrorism: Is There a Causal Connection?" (Journal of Economic Perspectives, 2003), les deux économistes expliquent en effet que, alors que le lien entre pauvreté et "criminalité" existe pour les "crimes contre les biens" (vol, arnaque, racket...), le lien de causalité disparaît lorsque l'on s'intéresse aux meurtres et au terrorisme. Par exemple, selon Russel Miller (source: "Profile of a terrorist"), et bien que le chiffre date un peu, 2/3 des cadres et leaders des organisations terroristes sont des personnes éduquées, ayant un diplôme universitaire.

"Perhaps surprisingly, our review of the evidence provides little reason for optimism that a reduction in poverty or an increase in educational attainment would meaningfully reduce international terrorism. Any connection between poverty, education and terrorism is indirect, complicated and probably quite weak." [...] "Available evidence suggests that individuals are more likely to commit property crimes if they have lower wages or less education (for example, Ehrlich, 1973; Freeman, 1996; Piehl, 1998). The occurrence of violent crimes, including murders, however, is typically found to be unrelated to economic opportunities (for example, Piehl, 1998; Ruhm, 2000). If violent crime is unrelated to economic opportunity, terrorism may be unrelated as well."

Idem en ce qui concerne les attentats-suicide en Palestine (difficile cependant de comparer les attentats du conflit israélo-palestinien avec le terrorisme de Daech, le Captain' vous l'accorde totalement...) : le taux de pauvreté des "suicide-bombers" est bien plus faible que le taux de pauvreté moyen de la population, et les "suicide-bombers" ont un niveau de qualification bien plus élevé que la moyenne (proportion de "HS" -> High School, très élevé). Cette situation peut s'expliquer en partie par une fonction de "demande de suicide-bombers" dépendant du niveau d'éducation : toutes choses égales par ailleurs, un commanditaire aura en effet tendance à choisir l'individu le plus qualifié pour commettre un attentat-suicide, car cela diminue les risques de défaillance ou d'erreurs pouvant entraîner l'échec de la mission.

Attention cependant : la variable "éducation" utilisée dans les différentes études empiriques ne représente que le nombre d'années d'études ou le type de diplôme obtenu. Et ce n'est pas parce que "+ d'éducation, en nombre d'années" ne semble pas être lié avec le terrorisme (ou bien même dans le "mauvais" sens) qu'une "meilleure éducation, à nombre d'années égale" ne permettrait pas de faire diminuer le terrorisme. L'objectif ne serait pas ici de directement affecter le coût d'opportunité (= possibilité d'avoir un job), mais d'augmenter le coût non-matériel (sentiment de culpabilité) ou de modifier la fonction d'utilité des agents, pour diminuer les bénéfices perçus par une activité terroriste.

Pour revenir au premier graphique, et après avoir mis en avant quelques pistes concernant les coûts directs et le coût d'opportunité, la troisième possibilité consiste donc à s'attaquer aux bénéfices du terrorisme. Et dans le graphique, une variable est spécialement intéressante : la variable "Média". En effet, un objectif à court moyen-terme d'une organisation terroriste est d'étendre sa visibilité et de recruter des nouveaux membres. Selon Rohner Frey (source: "Blood and ink! The common-interest game between terrorists and the media"), une manière de combattre le terrorisme serait donc de réduire au maximum la couverture médiatique des actes terroristes, de ne pas nommer directement l'organisation ayant perpétré l'attentat, et d'augmenter la qualité de l'analyse par les médias. Plus facile à dire qu'à faire, surtout que pour les médias, un attentat est une "opportunité" permettant de booster les recettes publicitaires et les chiffres d'audience.

"Avoiding, as far as possible, to attribute terrorist attacks to particular groups and subsidise

(indirectly) high quality journalism have been found to increase the likelihood of a low terrorism outcome." - Rohner Frey, 2007

Conclusion : Comme vous le voyez, le Captain' n'est donc pas non plus un grand psychologue ni un expert militaire... Mais le cadre de réflexion d'une analyse économique "coûts-bénéfices", bien qu'ayant clairement ses limites, permet tout de même de se poser quelques questions intéressantes, par exemple sur le lien entre pauvreté et terrorisme ou sur le rôle des médias. Comme mis en avant par Krueger et Malecková, la réponse au terrorisme semble être politique bien avant d'être économique (bien qu'il existe forcément un lien indirect). Ce n'est d'ailleurs pas vraiment une bonne nouvelle, car il est plus facile de diminuer le taux de pauvreté (réponse économique) que de modifier un sentiment de haine, de frustration ou de discrimination profondément ancré dans les esprits depuis de nombreuses années (réponses politique via une meilleure éducation / une meilleure mobilité inter-générationnelle / un nouveau rôle des médias...). Il faut bien évidemment s'attaquer au terrorisme en augmentant le coût direct (et monétaire) de celui-ci, en restreignant les sources de financement des organisations terroristes et en détruisant des infrastructures. Mais il ne faut surtout pas oublier les questions relatives au coût d'opportunité, aux coûts non-monétaires et à la réduction des bénéfices perçus (selon la fonction d'utilité des terroristes).